



Commune de Florennes
Province de Namur

Collège des Bourgmestre et Echevins
Place de l'Hôtel de ville 1
5620 Florennes
Tél. : 071 68 11 10
Fax : 071 68 11 11

**Appel à projets locaux de promotion de la
santé
Direction Générale de la santé
Direction de la promotion de la santé
Boulevard Léopold II, 44
1080 Bruxelles**

Vos références :

Nos références : JH/QL

Annexes :

APPEL A PROJETS « POUR LA REDUCTION DES INEGALITES SOCIALES DE SANTE »

Commune de Florennes RAPPORT D'ACTIVITES 2012-2013

1. Présentation du promoteur et des sous-traitants éventuels :

Notre projet est inter communale entre Philippeville et Florennes. Le Promoteur du projet pour Florennes est l'administration communale de Florennes représenté par M. Pierre HELSON Bourgmestre et géré dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale par M. Quentin LORENT, Chef de projet. Le Point Contact Alcool Drogues de Florennes est le promoteur associatif du projet représenté par M. Dominique FASTREZ, Conseillé en comportement à risque.

2. Rappel des objectifs poursuivis par le projet :

- La conscientisation des organisateurs de festifs sur leur responsabilité en matière de réduction des risques et de prévention.
- La réduction des risques liés aux consommations des publics fréquentant ces festifs.
- L'implication et la formation de citoyens responsables dans ce processus de réduction des risques et de prévention (jobistes, volontaires, ...).

3. Rappel des activités planifiées, des publics concernés et des lieux des activités :

Activités dans l'ordre chronologique de réalisation :

- 19 octobre 2012, 23 novembre 2012, 22 février 2013, 12 avril 2013 groupe focus organisateur, écriture de la charte et préparation de la saison estivale 2013.
- Février à Mars 2013 Recrutement des citoyens volontaires.
- 7 avril 2013 : Module de formation RDR à destination des citoyens volontaires, Alcoologie (Addictions entreprise) et sécurité routière (Zones de police FLOWAL).
- 25 mai 2013 : Module de formation RDR à destination des citoyens volontaires, mise en situation stand RDR (ASBL le répit et PCS Philippeville-Florennes).
- 22 juin 2013 : Module de formation RDR à destination des citoyens volontaires, les produits et les IST (Réseau Assuétude de Namur et Planning familiale de Philippeville).
- 22 juin 2013 inauguration et signature de la charte de bien traitance.
- Stand RDR sur les soirées : le 21 mars 2013 à Philippeville, le 2 mai 2013 à Hanzinnes (Florennes), le 6 juillet 2013 à Surice (Philippeville), le 6 juillet 2013 à Hanzinnes (Florennes),

-
- le 20 juillet 2013 à Villers le Gambon (Philippeville), le 2 et 3 août 2013 à Romedenne (Philippeville), le 10 août 2013 à Florennes, le 16 et 17 août 2013 à Rosée (Florennes).
- Le 12 octobre 2013 réunion d'évaluation et préparation de la saison 2014 avec les citoyens volontaires.

4. Description des activités :

4.1. les activités effectivement réalisées et leur évolution :

Voir liste ci-dessus.

Le recrutement des citoyens volontaires nous ont permis d'accueillir au sein du projet **26** volontaires de 18 à 45 ans. Nous avons d'ailleurs été fortement étonnés de voir qu'une bonne partie (18) des volontaires de 2012 s'est réinscrite, par contre seuls 8 nouveaux participants. 4 travailleurs sociaux (entre 25 et 40 ans), 2 Ambulanciers (entre 30 et 35 ans), 1 ex consommateur (30 ans), 4 citoyen (40 ans), 15 étudiant secondaires supérieures et études supérieures (entre 18 et 25 ans). Chacun d'eux se sont de suite impliqué fortement dans le processus. Il reste de demandeur de poursuivre l'expérience et d'approfondir leur formation.

Les organisateurs (10 soirées) ont tous adhéré à nos propositions d'interventions (stand RDR, focus groupe). Ils ont tous signé la charte de bien traitance labelisante. Nous continuons à les sensibiliser sur leur responsabilité d'organisateur. Les enjeux restent de se faire correspondre les bénéfices économiques et de les croiser à la philosophie RDR.

4.2. l'adaptation éventuelle des activités à certains groupes de participants en raison des inégalités sociales de santé qui les touchent :

Nous avons continué à faire évoluer les stands RDR afin d'en favoriser l'attractivité et de lui donner la cohérence festive souhaitée :

- Mise en place de petit quizz simple favorisant l'échange autour des problématiques de bruit, de consommation, d'IST,
- Jeux « Magic BOX » pour tester la capacité des participants à utiliser un préservatif + infos générales sur les IST.
- Utilisation d'un éthylotest numérique et sensibilisation autour du calcul de l'alcoolémie.
- Distribution contrôlée d'éthylotest jetable.
- Application iPad : calcul de l'alcoologie, décibel mètre, ...
- Jeu info-intox.
- Evolution dans la décoration du mobil home RDR.

Nous allons continuer à travailler la présentation de l'outil ainsi que de développer de nouveau concept d'animation attirantes. Toujours au vu du succès du Philinoctembus de Philippeville, nous réfléchissons à la mise en place de son homologue sur Florennes, nous n'avons malheureusement pas encore réussi à le proposer cet été.

4.3. les activités qui n'ont pu être réalisées et pourquoi

Hormis la mise en place du Florinoctembus pour des raisons technique, tout ce qui avait été prévu à été réalisé.

5. Description du ou des publics :

Les citoyens volontaires recrutés pour le projet se définissent comme suit :

- 4 travailleurs sociaux (entre 25 et 40 ans),
- 2 Ambulanciers sans expérience RDR (entre 30 et 35 ans),
- 1 ex consommateur (30 ans),
- 4 citoyens (entre 25 et 40 ans),
- 15 étudiant secondaires supérieurs et études supérieures sans expérience RDR (entre 18 et 25 ans).

Les festifs couverts sont essentiellement des soirées « chapiteaux » de village allant de 500 (Hemptinne) à 4000 personnes (Romedenne). Les principales caractéristiques restent la consommation excessive d'alcool. D'autre produit sont présent mais à moindre mesure (principalement cannabis, présence à moindre mesure de Cocaïne, Héroïne, ...). Nous avons constaté une forte fréquentation d'un public mixte de plus en plus jeune (12 ans, voir parfois moins).

En terme de fréquentation des stands RDR, la moyenne est de 100 personnes directement touché (informations données), ont peut y ajouté les contacts pris dans la soirée mais difficilement quantifiable.

6. le ou les publics qui ont été touchés par les activités et leur évolution au cours du projet (caractéristiques et nombre) :

Voir ci-dessus.

Les impacts attendus pour le projet seront décelable à long terme. Nous travaillons sur la conception individuelle de la consommation. Conception renforcée par des concepts culturels collégialement acceptés, tous cela ne facilite pas l'intégration des concepts RDR. Par contre, les organisateurs semblent prendre progressivement conscience de leur responsabilité et de l'importance d'être acteur de ce changement. Les citoyens volontaires sont convaincu que cette réflexion est primordial pour le bien être de tous. Les participants commence de plus en plus à identifier nos actions et même si la sensibilisation de terrain est parfois difficile (contexte direct de consommation), les personnes touchés se sentent questionnées dans leurs différentes pratiques.

7. le ou les publics qui n'ont pu être touchés et pourquoi :

Comme préciser plus haut nous travaillons sur l'attractivité des stands qui permettrons une plus grande visibilité et donc d'augmenter le nombre de visite.

Le principe de départ que nous voulions induire (le relais citoyen dans leur milieu de vie) doit encore faire son effet boule de neige. Le retour se fera au fil du temps.

Hormis ces deux remarques le public visé a été largement touché, même si nous pourrions en toucher beaucoup plus.

8. les niveaux et les lieux de participation du ou des publics :

Dès le départ le projet s'est basé sur le concept de territoire de coresponsabilité. Nous avons su impliquer chacun des acteurs à tous les niveaux de participations et ce depuis le début du projet. Il repose essentiellement sur la participation citoyenne, en se sens le projet est un réel succès.

D'autres part le fait de travailler sur deux communes en simultané à permis d'asseoir la cohérence territoriale du projet et de définir des concepts d'interventions facilement identifiables pour notre région.

9. Description du ou des partenariats :

La genèse du projet est partie du constat intercommunal commun des problématiques liées aux assuétudes. Chaque PCS des communes de Philippeville et de Florennes ayant une implication dans ce domaine (Réduction Des Risques et Point contact Alcool/Drogues), il est apparu évident de mutualiser nos actions.

9.1. liste des partenaires et leur secteur d'intervention :

Nous lions ce projet à notre plate forme santé/assuétudes composée de différents partenaires (PCAD, AMO, PMS, SSM provinciale, maison des jeunes, Fedasil ...) Nous y avons impliqué plus directement les acteurs locaux spécialisés à savoir le Point Contact Alcool Drogues, le Réseau Assu  tudes des Fagnes, l'ASBL le Répit de Couvin et le Réseau assuétude de Namur et le Centre Local de Promotion de la Santé Namur. Leur secteur d'intervention se définit comme suit :

- Le RAN : R  f  rent réseau assuétude pour la province de Namur.
- le CLPS Namur : Centre Local de promotion de la santé de Namur
- le PCAD : Accueil de première ligne assuétudes,
- le Répit : service d'accompagnement psycho social pour consommateurs et familles de consommateur,
- les équipes des PCS de Florennes et Philippeville : services communaux, porteurs et coordinateurs du projet.
- Le RAF : R  f  rent réseau assuétude pour la zone 11 (Fagne).
- Le PMS : centre Psycho-médico-social.

9.2. rôle joué par chacun des partenaires :

Le comité de pilotage en place est composé du PMS de Florennes, du RAF, du RAN, du CLPS de Namur, du PCAD, de l'ASBL le Répit, des PCS de Philippeville et de Florennes.

Chacun a un rôle précis :

- Le RAN est notre r  f  rent en termes de formation,
- le CLPS est notre gestionnaire et analyste des groupes focus,
- le PCAD notre r  f  rent Terrain de première ligne assuétudes,
- le Répit notre r  f  rent accompagnement psycho social assuétudes,
- les équipes des PCS de Florennes et Philippeville, nos référents terrain RDR.
- Le RAF notre consultant en matière d'assuétudes.
- Le PMS notre consultant pour le réseau scolaire.

10. Effets observés :

10.1. Sur les participants y compris les relations entre eux :

Nous avons senti dès le départ une très grande motivation des citoyens volontaires inscrit dans ce projet. Nous avons relevé l'importance de leur « parole » dans la transmission de l'information en matière RDR. La relation de « pair » est indéniablement un outil essentiel. De plus, les formations que nous leur avons proposées ont permis de confrontés leur vérité à cette problématique sociétale. Même si, étant déjà au départ interpellé par le sujet, cet apport leur à permis d'être plus au claire avec leur propre vision de la consommation. Leur participation active (lors des soirées) leur a permis de s'identifier eux même comme acteur de changement.

Les effets sur les participants « f  tards » sont moins facilement décelable et ce verront efficace à long terme. Cependant, nous avons remarqué un changement d'intérêt du début de la saison

estival à la fin. Le public voyageant de soirée en soirée a pris l'habitude de nous rencontrer, nous avons eu le temps de les « apprivoiser ». Au fur et à mesure, ils se sont ouverts au questionnement RDR. Nos actions ont été de mieux en mieux identifiées et utilisées.

Les organisateurs ont dès le départ adhérer à ce que nous leur proposons. Ils ont tous notamment mis à disposition l'eau gratuite pour leur soirée. Mais l'effet essentiel relevé est surtout une certaine remise en question de leur responsabilité et du rôle qu'ils jouaient. L'étape franchie de la signature de la charte de bien traitance va nous permettre de pousser encore plus loin la réflexion et de continuer à faire évoluer les mentalités.

10.2. Sur les professionnels y compris les relations entre eux :

Ce projet a conforté l'importance de mutualiser un maximum nos compétences, nos moyens. Il a permis un échange d'expérience, de réalité.

10.3. Sur les relations entre les professionnels et les participants :

La conscientisation que nos perceptions en tant que professionnel ne sont pas toujours celle du public avec lequel nous travaillons. Le fait de travailler « main dans la main » de façon égalitaire nous a apporté la richesse d'une certaine spontanéité, d'une lecture plus « terre à terre ». Cette façon co-participative a ouvert notre champ d'action et d'investigation.

10.4. Sur la Commune ou sur le CPAS :

Par l'adhésion du Collège communal à ce projet. Même si il reste encore du chemin, il y a une prise de conscience du rôle primordiale de la commune dans ce type de problématique. Celle-ci démontre une certaine volonté de s'impliquer en tant que pouvoir local et donc d'être l'acteur incontournable de changement.

11. Le processus :

Nous voulions agir de façon transversale trois déterminants :

- Banalisation, normalisation des comportements à risque.
- Déresponsabilisation des organisateurs et des participants aux festivals locaux.
- Laxisme au niveau du respect des règles élémentaires de « bien traitance », de « bien être » en milieu festif. Difficulté de faire respecter et appliquer la législation initialement prévue pour préserver ces notions.

Nous avons agis sur chacun d'eux simultanément. Nous basons ce projet sur le concept de territoire de co responsabilité, c'est pourquoi nous avons rassemblé autour de celui-ci toutes les acteurs concernées :

- Les participants, « Fêtards ».
- Les organisateurs de festivals.
- Les pouvoirs locaux.
- Les intervenants spécialisés.
- Les citoyens volontaires.

Le processus se voulait le plus participatif possible. En rassemblant autour de groupes focus :

- les citoyens volontaires : en partant de leurs perceptions de départ de la Philosophie RDR.
- Les organisateurs : en partant de leurs perceptions de départ de la Philosophie RDR et la confronter à ce qu'ils mettaient déjà en place.
- En confrontant ces diverses perceptions avec celle de nos professionnels.
- En travaillant sur une philosophie générale commune.

Chacune des activités des étapes définies au point 4.1 a toujours fait l'objet d'une préparation, d'une réflexion préalable avec les différents acteurs précités.

Le public cible est donc actif à chaque étape :

- Il est questionné sur ses comportements à risque lors des stands RDR. Nous nous servons de leurs retours pour adapter nos actions au quotidien.
- Par l'implication de citoyens volontaires directement sur le terrain (formations, stand RDR) et dans leur milieu de vie respectif (philosophie RDR).
- Par l'implication des organisateurs de festifs (prise en considération des principes de Réduction Des Risques dans l'organisation de leurs évènements.).
- Par la participation la signature des organisateurs d'une charte de « bien traitance » co construite.

12. Les difficultés rencontrées :

Par rapport à 2012, nous avons eu beaucoup moins de nouveaux citoyens volontaires (8 nouvelles inscriptions). Nous nous sommes basé sur le succès du recrutement 2012 et avons donc beaucoup moins promotionné le projet, erreur de notre part.

13. Les moyens utilisés pour les dépasser :

Le « vivier » de citoyen en place reste constant (26 citoyens impliqués), un noyau dur se forme et palie à ce manque de nouvelle inscription. Nous aimerions pouvoir continuer à tourner autour de cette moyenne. Un nombre trop élevé serait de toute façon ingérable.

14. Les opportunités et les éléments qui ont facilité le projet :

- La caractéristique intercommunale de ce projet en a favorisé l'impact.
- L'histoire de la réduction des risques dur Philippeville (Actions développées depuis 2004)
- L'expérience des professionnels des équipes des deux PCS porteurs du projet.
- Le dynamisme du Comité de Pilotage.
- L'implication des citoyens volontaires.
- La dynamique partenariale surtout au sein du comité de pilotage. Celui-ci a pris son rôle en main, nous a permis de prendre le recul nécessaire à l'évolution du projet. A chaque rencontre, le travail est remis sur le métier pour améliorer et affiner nos réflexions.
- L'adhésion et le soutien des collègues communaux (notamment de nos échevins responsables respectifs).
- La valorisation du projet par l'implication et le soutien financier de la Fédération Wallonie Bruxelles.

15. Ce qui est mis en place pour assurer la continuité du projet :

Notre volonté est :

- d'approfondir l'aspect formation (notamment au niveau des techniques d'animation, de prise de contact,...) pour les citoyens volontaires souhaitant prolonger et approfondir l'expérience par la participation à d'autres festifs extérieurs. Impliquer les « anciens » citoyens volontaire dans la construction des modules.
- de remettre en place le module de formation pour de tous volontaires voulant rejoindre le projet.
- L'évolution de la charte de bien traitance, créer un degré de labellisation.
- la création d'outils ludiques à mettre en place sur les stands RDR afin de les dynamiser un maximum.
- mettre en place un « Florinoctembus » à Florennes.
- Développer le concept de « tuteur de résilience » afin faciliter la prise de contact, voir d'établir une relation pédagogique durable.

-
- Pour mieux préparer l'organisation des stands RDR, nous prévoyons d'adapter les stands en fonction des volontaires et de la spécificité des soirées couvertes (âges, origines, sexe, ...). Nous adapterons la thématique des stands en fonction des soirées.
 - Améliorer le travail de préparation des stands RDR avec les organisateurs de festifs.
 - Nous réfléchissons à l'harmonisation des bonnes pratiques en matière de RDR. En ce sens, afin de rendre cohérentes et claires les informations à donner aux organisateurs de festivité sur nos communes, ils nous semblent important de réunir les représentants des services de sécurité (police, pompier, et conseillé en prévention). Une rencontre entre les Collèges (Florennes et Philippeville) et ces différents services est d'ors et déjà programmée.
 - Etendre le concept au bassin de vie de l'entre Sambre et Meuse.
 - Proposer l'organisation d'une soirée pilote « type » en cohésion avec la philosophie RDR (pourquoi pas lors des jours blancs).
 - Le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Fédération Wallonie Bruxelles.

Pour l'administration Communale de Florennes :

Quentin LORENT

Chef de projet du Plan de Cohésion Sociale.